

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 01 au 07 août 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / États-Unis

Au S1 2019, le Mexique est devenu le premier partenaire commercial des États-Unis dépassant ainsi la Chine. La somme des exportations et importations entre les deux pays a atteint 308 Mds USD durant les six premiers mois, devant le Canada et la Chine.

Impact des tensions commerciales sino-étatsuniennes

Les annonces de D. Trump relatives à l'application de nouveaux droits de douanes aux produits provenant de Chine ont eu un impact négatif sur l'économie mexicaine. Suite à l'annonce de D. Trump, le prix du baril mexicain a perdu 9,4% et le peso mexicain (MXN) s'est déprécié de 1,4% face au dollar étatsunien (USD). Le principal indice boursier (BMV IPC) a quant à lui perdu 1,3% sur la journée du 1^{er} août.

Suite à la dépréciation du Yuan (CNY), le prix du baril de pétrole mexicain a continué sa chute en perdant 12,88% entre les vendredi 2 août et le mercredi 7 août 2019, atteignant son niveau le plus bas en 7 mois.

Economie

Le consensus de croissance du PIB en 2019 au Mexique baisse de 0,3 point de pourcentage à 0,6% en juillet, selon l'enquête de Citibanamex auprès des grands acteurs financiers présents au Mexique. Finamex et Citibanamex sont les plus pessimistes, avec 0,1% et 0,2% de prévision de croissance respectivement. ScotiaBank et Banorte prévoient des hausses de 0,9% et 0,8% respectivement. Pour 2020, le consensus s'établit à 1,4% de croissance du PIB.

La formation brute de capital fixe, outil mesurant l'investissement de biens industriels utilisés sur le long terme, s'est contractée de 6,9% g.a au mois de mai, confirmant les résultats négatifs des cinq premiers mois de l'année et la pire dynamique de l'investissement physique en 10 ans. Les investissements en machines ont diminué de 5% sur le mois, les importations de 5,2% et les dépenses en construction ont enregistré une baisse de 8,3%.

L'indice de confiance du consommateur a débuté le second semestre de l'année en baisse de 0,6 point (g.m) à 43 points, sa cinquième baisse mensuelle consécutive. L'ensemble des cinq composantes de l'indice ont enregistré une baisse, dont notamment -0,5 point pour la situation économique actuelle par rapport à celle il y a 12 mois et -0,8 point pour les 12 prochains mois.

La consommation des ménages n'a augmenté que de 0,3% g.a sur le mois de mai 2019, soit la plus faible progression pour un mois de mai depuis 2009. La consommation privée a augmenté de 1% sur les cinq premiers mois 2019 contre 2,6% sur la même période en 2018. Ce ralentissement est principalement dû à contraction du marché du travail et la baisse du crédit à la consommation.

Les spécialistes du secteur privé, interrogés par la Banque centrale (Banxico), considèrent que le climat actuel des affaires et la situation économique sont les pires des 18 dernières années. 77% des analystes interrogés par Banxico considèrent que la période n'est pas propice à l'investissement : la proportion la plus élevée depuis 2001. Seuls 6% considèrent que c'est le bon moment d'investir, et 17% sont incertains.

Les analystes consultés par le quotidien *El Financiero* prévoient une baisse de 32% des créations d'emploi en 2019, avec 450 000 emplois créés, le chiffre plus bas depuis la crise de 2009. Pour Hector Marquez, Directeur des relations institutionnelles pour Manpower, le seul facteur de création d'emplois est l'investissement, or l'investissement privé comme public sont faibles.

Le Mexique continue de développer son ouverture économique sur le reste du monde : la somme des exportations et importations au Mexique a atteint 76% du PIB en 2018 (contre 60% en 2013). Cette dynamique, fortement liée à la consommation intérieure de produits importés des États-Unis, se voit renforcée par la signature de plusieurs traités commerciaux (13 traités de libre-échange et 7 accords partiels) dont l'accord transpacifique (CPTPP) qui est entré en vigueur en décembre dernier.

L'industrie automobile a marqué le pas sur les sept premiers mois de l'année 2019 : la production a faiblement augmenté (0,5% g.a) et les ventes sur le marché domestique ont diminué de 6,6 %. Les exportations, quant à elles, atteignent 2 M de véhicules fin juillet, soit une hausse de 3,9% grâce notamment à une augmentation de 9,5% des exportations automobiles vers les États-Unis entre janvier et juin 2019.

Le Mexique est devenu le 10^{ème} pays exportateur de produits du secteur agroalimentaire en 2018. Les exportations ont atteint 35 Mds USD sur l'année, en hausse de 6%, avec comme principaux contributeurs la bière (13% des exportations ; +19%), l'avocat (7% ; -12%) et la tomate (6% des exportations ; +13%). En 2018, 78,5% des échanges commerciaux mexicains dans ce secteur étaient destinés aux États-Unis et au Canada.

3,1 Mds USD de remesas ont été envoyés vers le Mexique en juin, soit une baisse de 0,7% g.a. Selon Janeth Quiroz, sous-directrice de l'analyse économique à Monex, les principales menaces qui pèsent sur le flux de *remesas* sont le ralentissement de la croissance étatsunienne et le durcissement de la politique migratoire aux États-Unis.

Le Président de l'AMAFORE, association regroupant les principaux fonds d'épargne retraite, a proposé une augmentation des cotisations des travailleurs de 8,5 points de pourcentage pour passer de 6,5 % à 15 %. Il a, par ailleurs, annoncé qu'un retour à un système de comptes administrés par l'Etat serait un échec, car financièrement insoutenable et peu transparent.

Les banques mexicaines ont augmenté leurs investissements dans la lutte contre le blanchiment d'argent de 18% ces deux dernières années. 48% de ces investissements sont dédiés à l'emploi de main-d'œuvre spécialisée, et 43% à l'achat de solutions technologiques. Le coût total pour les institutions financières mexicaines de lutte contre le blanchiment d'argent s'élève à 710 M USD, deuxième chiffre le plus élevé d'Amérique latine après celui du Brésil.

BBVA Mexico estime qu'il est temps que Banxico commence à baisser ses taux. Selon BBVA Mexico il serait envisageable de baisser le taux directeur de 50 points de base pour finir 2019 au taux directeur de 7,75%. Carlos Serrano, économiste en chef de BBVA Mexico, estime qu'en 2020 la réduction des taux pourrait être de 100 points de base pour atteindre un taux directeur de 6,75%. Serrano justifie ses prévisions par une inflation à la baisse (la prévision de l'inflation de BBVA pour fin 2019 est de 3,4%), et l'évolution du taux de change. Les gouverneurs de Banxico doivent se réunir le 23 août pour décider de la politique monétaire à venir.

Les crédits accordés par les banques de développement ont augmenté de 9,3% g.a en juin 2019 et 8,7% g.m, ce qui rompt la dynamique de chute des deux derniers mois. Ces chiffres à la hausse contrastent avec ceux du financement des banques commerciales aux entreprises qui a enregistré en juin sa plus faible progression depuis décembre 2014 (+4,5% g.a en juin).

Finances publiques

Dans un entretien au quotidien *El Financiero*, A. Herrera, Ministre des Finances a détaillé les mesures à venir :

- **Le Ministre s'est exprimé en défaveur d'un double mandat de la Banque centrale** (gestion de la croissance en plus de sa mission de maintien des prix). Pour mémoire, le Président AMLO avait suggéré un double mandat le 29 juillet dernier dans un entretien à Bloomberg. A. Herrera explique que ce double mandat peut être pertinent pour des Banques centrales dont la crédibilité est clairement établie mais que Banxico n'a pas suffisamment d'expérience pour assumer ce double mandat ;
- **A. Herrera a rappelé son attachement à l'indépendance de la Banque centrale, tout en considérant naturel que Banxico abaisse son taux directeur** dans un contexte de décélération économique et de baisse des taux directeurs étatsuniens ;
- **Il a assuré que l'exécution du budget serait plus rapide au S2 2019, après le sous-exercice budgétaire du S1 ;**
- **Herrera a annoncé vouloir transformer à moyen terme le Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires (FEIP) en un fonds contra-cyclique.** Ainsi le FEIP accumulera des réserves lorsque le pays sera dans la partie haute du cycle.

Le Gouvernement prévoit des recettes fiscales de 167 Mds USD (3 230 Mds MXN) pour l'année 2019, selon un rapport du Ministère des Finances. Ce montant est inférieur de 3,7 Mds USD à celui présenté dans le volet recettes de la Loi des Finances pour l'année 2019. Sur les six premiers mois de l'année, les revenus fiscaux (64% des revenus de l'État) ont atteint 88 Mds USD, soit une augmentation de 4,4% g.a. Pour rappel, en 2018 le Gouvernement avait perçu un total de 158 Mds USD en recettes fiscales.

L'administration fiscale mexicaine (SAT) a annoncé une augmentation de 2,7 M de contribuables depuis l'arrivée du Président López Obrador. Le dernier recensement établit à 74,4 M le nombre de mexicains payant leurs impôts et finançant 64% du budget de l'État fédéral. La Ville de Mexico et l'État de Mexico sont les États fédérés ayant le meilleur

taux de contribuables. À l'inverse, Colima et Baja California enregistrent les taux les plus faibles. Un des principaux défis du Mexique reste la régularisation du secteur informel, et qui représente 57% de la population active du pays.

Le service de la dette publique mexicaine au S1 2019 a atteint 18,7 Mds USD (362 Mds MXN), le montant le plus élevé pour cette période depuis 1990 soit une croissance en termes réels de 4,7%. Celui-ci dépasse les dépenses d'investissement, en baisse de 7,3% g.a, à 16,3 Mds USD (315 Mds MXN).

Les crédits fiscaux ont augmenté de 24% g.a au premier semestre 2019, soit un solde en faveur du trésor de 42,1 Mds USD (822,3 Mds MXN).

Entreprises et grands contrats

Le Gouvernement a annoncé, le 2 août dernier, la création de deux entreprises (« CFE Telecomunicaciones » et « Internet para Todos ») ayant pour but de fournir un accès internet aux populations qui en sont actuellement dépourvues. Ce projet fait face à plusieurs obstacles selon les analystes : son coût (près de 10 Mds USD) et le manque d'infrastructures de la CFE pour atteindre certaines zones éloignées, selon R. Tovar, expert en télécommunication à l'ITAM. CFE Telecomunicaciones s'ajoute à d'autres entités publiques (Telecomunicaciones Mexico, Mexico Conectado, et la Red Compartida) issues de la réforme des télécommunications conduite pendant le mandat de Peña Nieto, et qui visent elles aussi à réduire la fracture numérique.

9 investisseurs sur 10 anticipent une dégradation de la note de PEMEX, selon une enquête de la banque Crédit Suisse réalisée auprès de 59 investisseurs mexicains et 51 investisseurs étrangers entre le 29 juillet et le 3 août. 68% des investisseurs estiment que le plan d'opération de PEMEX présenté en juillet dernier n'aura pas l'impact désiré sur la croissance de la production. Seulement 8% anticipent une hausse de la production.

Les revenus des principales entreprises sidérurgiques du pays (Altos Hornos de Mexico – AHMSA ; Industrias CH ; Collado et Ternium) ont baissé de 10% g.a au S1 2019, selon une enquête réalisée par le quotidien *El Financiero*. L'enquête met en avant les taxes imposées par les États-Unis sur l'acier mexicain (qui auraient causé une baisse de 11,4% g.a des exportations d'acier à destination des États-Unis entre janvier et mai 2019), la baisse de la demande sur le marché mexicain et la hausse des importations d'acier produit à l'étranger.

10 plans de développement de PEMEX sur différents sites ont été approuvés par la Commission Nationale des Hydrocarbure (CNH) jusque-là. Le montant des investissements sur ces différents sites s'élèvera à 10,5 Mds USD. Pour le moment PEMEX a l'autorisation de commencer ses activités sur les sites de Xikin, Chocol, Esah, Cheek, Cahua, Ixachi, Uchbal, Manik, Mulach et Octli.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 07/08/2019
Bourse (IPC)	-1,05%	-18,4%	40 432 points
Taux de change USD/Peso	+2,5%	+6,4%	19,63 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+3,6%	+2,8%	21,99 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-13,8%	-19,3%	50,69 USD

Le Parlement centraméricain (Parlacen) a annoncé vouloir encourager la création d'un train reliant le Panama au Mexique avec l'appui de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), dans le but d'intégrer et développer économiquement la région. Une réunion régionale rassemblant les maires des principales villes de la zone devrait avoir lieu en octobre afin d'avancer sur les modalités de ce mégaprojet. Ce dernier, qui contribuera à développer l'Amérique Centrale, s'inscrira notamment dans le cadre du Plan de Développement Intégral du gouvernement mexicain et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL).

La Corée du Sud approuve la ratification du traité de libre-échange avec 5 pays d'Amérique centrale : le Costa Rica, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, et le Salvador. L'objectif est de supprimer près de 95% des frais de douane d'ici 10 ans. Les pays centraméricains pourront notamment exporter plus facilement du café, du sucre, du thon et des produits textiles vers la Corée du Sud. De son côté, le pays asiatique exportera sans frais de douane des produits des secteurs des technologies et de l'automobile. Cependant, **l'échec des négociations entre les autorités guatémaltèques et sud-coréennes laisse le Guatemala en dehors de cet accord.**

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le taux de chômage s'est établi à 11,9% au second trimestre 2019, une hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux trois premiers mois de l'année. Le taux de participation au marché du travail a, quant à lui, augmenté de 2,1 pdp, par rapport au second trimestre 2018, à 63%.

Le taux de chômage du Costa Rica a augmenté au deuxième trimestre 2019, pour atteindre 11,9%, soit une hausse de 3,3 points de pourcentage par rapport au T2 2018. Le taux d'emplois informels est de 46,3%.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

La société pétrolière franco-britannique Perenco a annoncé la signature, le 18 juin dernier, d'un contrat pour l'opération de l'oléoduc SETH¹ pour les 25 prochaines années. D'une capacité de transport de 30 000 barils journalier, cet oléoduc relie la Libertad (Petén) et Rubelsanto au Terminal Piedras Negras situé au port de Santo Tomás de Castilla. Les conditions établies par le Ministère de l'Energie et des Mines indiquent une redevance de 0,25 USD par baril, ainsi qu'une contribution directe de 0,35 USD par baril pour les municipalités traversées par le SETH et une contribution annuelle de 10 000 USD. Par ailleurs, un programme social minimum de 250 000 USD annuel est fixé dans le contrat. Perenco exploite l'oléoduc SETH depuis 27 ans. 90% de la production de pétrole brut du Guatemala provient du champ de Xan opéré par le Groupe.

Total Eren, filiale dédiée aux énergies renouvelables du français Eren Groupe, et l'entreprise norvégienne Corporación Klondike, du groupe Scatec Solar, ont tous deux remis une offre dans le cadre de l'appel d'offres de l'Instituto Nacional de Electrificación (INDE) portant sur un projet solaire de 110 MW. Comme pour Total Eren, c'est la première fois que l'entreprise norvégienne participe à un appel d'offres de ce type au Guatemala.

D'après l'Asociación de Generadores con Energía Renovable (Ager), au cours du premier semestre 2019, le Guatemala a enregistré une baisse de 27% de sa production hydroélectrique par rapport à la même période en 2018. En juin dernier, la production a chuté de 40% g.a. Cette nette diminution s'explique notamment par le grand manque de pluie dans plusieurs régions du pays, alors même que la saison des pluies a débuté fin mai/début juin. Cette situation pourrait faire augmenter les prix de l'énergie au cours des prochains mois.

Les guatémaltèques s'apprêtent à aller voter ce 11 août 2019 dans le cadre du 2^{ème} tour des élections présidentielles, lequel sera suivi d'une période de transition de 5 mois, la nouvelle équipe gouvernementale prenant ses fonctions le 14 janvier 2020. Avec 25,65% des voix, Sandra Torres, du parti de centre gauche Union nationale de l'espérance (UNE), a devancé au premier tour Alejandro Giammattei, du parti Vamos (droite), qui a

¹ Sistema Estacionario de transporte de Hidrocarburos

enregistré 13,92 % des voix. D'après le dernier sondage réalisé par ProDatos, Giammattei remporterait le second tour face à Torres, avec 61,1% des voix contre 38,9%.

Après plusieurs mois d'attente, la Commission des Communications du Congrès a émis un avis favorable au projet de loi portant sur la construction et concession sur 25 ans du tronçon d'autoroute Escuintla-Puerto Quetzal de 41km (80 M USD d'investissement). Environ 56% des exportations et importations guatémaltèques transitent par ce tronçon de route.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

L'Union Européenne et la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) financeront à hauteur de 70,9 M USD le Programme National d'Identification du gouvernement Hondurien, dont le contenu a été conçu avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 50 M USD seront consacrés à la production des cartes d'identité et 20,9 M USD serviront à renforcer le Registre National des Personnes (RNP). Ce programme permettra au Honduras de répondre aux standards techniques les plus modernes et aux exigences internationales en matière de transparence.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le Fonds Monétaire International laisse inchangées ses prévisions de croissance (-5%) pour le Nicaragua concernant l'année 2019. D'après les dernières observations de l'institution internationale, aucune amélioration n'a été constatée quant à la crise sociopolitique dans le pays. Les tensions politiques freinent de manière significative l'activité économique et l'investissement. Le taux d'inflation devrait atteindre 5,1%.

D'après la Banque centrale du Nicaragua (BCN), la dette extérieure au premier semestre atteint 6,1 Mds USD, soit 107,4 M USD de plus qu'en décembre 2018. Cette hausse s'explique notamment en raison du décaissement de 203,3 M USD de prêts en juin, principalement auprès d'institutions multilatérales (166,5 M USD). Sur le solde total de la dette extérieure, 4,2 Mds USD correspondent à de la dette auprès de créanciers multilatéraux (69,7%), 1,8 Md USD auprès de créanciers bilatéraux (29,4%) et 53,7 M USD auprès de créanciers privés (0,9%).

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Les ventes de véhicules ont diminué de 8% sur le premier semestre 2019, confirmant une tendance baissière amorcée en 2017.

Le secteur de la construction s'est largement contracté au premier semestre 2019 soit une chute de 23%, passant de 662 M USD au S1 2018 à 510 M USD sur cette période en 2019.

Le 3^{ème} pont sur le Canal (ou Pont de l'Atlantique) a été inauguré jeudi 2 août 2019. Ce projet de 5 km, représentant un investissement de plus de 590 M USD a été réalisé par l'entreprise française Vinci.

Le Président de la République Laurentino Cortizo a confirmé qu'à partir de la 2^e semaine du mois d'août 2019, le Gouvernement commencera à réaliser les paiements à ses fournisseurs. Le premier paiement concernera le secteur agricole, pour un montant de 30 M USD. Selon le Vice-Ministre des Finances, si certaines mesures de contrôle des dépenses ne sont pas mises en place, le déficit budgétaire pourrait atteindre 4% du PIB en 2019, bien au-dessus des 2% fixés par la Loi de Responsabilité Sociale Budgétaire.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

La commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) prévoit une croissance de 2,1% pour les Caraïbes en 2019.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Le gouvernement doit plus de (52 M USD) aux compagnies pétrolières au titre du remboursement de la subvention sur les carburants. Certaines compagnies fragiles craignent de devoir cesser leurs activités si le Gouvernement ne les rembourse pas rapidement.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le représentant du FMI en Jamaïque a annoncé que la Jamaïque avait fait d'importants progrès en 6 ans et que la présence du FMI n'y était donc plus nécessaire. La fin de l'accord entre la Jamaïque et le FMI est prévue pour novembre, mais le pays continuera de bénéficier d'une assistance (que le FMI fournit à tous ses pays membres), mais il n'y aura plus d'objectifs chiffrés.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Les primes nettes d'assurance se sont élevées à 1,7 Mds USD (33,7 Mds MXN), soit une augmentation de 18,89 % g.a selon le régulateur des assurances.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.